

## Éléments constitutifs du devis accompagnant les CGV

Ce document fait la liste des points qui font nécessairement partie d'un devis, afin qu'avec le devis et les CGV les illustratrices/illustrateurs de Suisse occupent dès le départ une position juridiquement sûre.

### Éléments du devis-modèle

### Commentaire/explication

Ces éléments permettent d'élaborer un devis-modèle individualisé, en correspondance avec les CGV.

### Devis valable jusqu'au...

Le contrat n'est signé que lorsque le devis a été accepté. Entretemps, il y a une période de flottement, une situation durant laquelle cependant l'illustratrice/l'illustrateur reste toutefois liée/lié par son devis. Afin de clarifier les choses, il est recommandé de limiter la validité du devis à quelques jours ou semaines, selon les circonstances, surtout lorsqu'on est en rapport avec plusieurs producteurs potentiels.

### Description de l'œuvre

Décrire l'œuvre qui devra être réalisée avec le maximum de détails.

### Type et genre d'illustration

Illustrations : dessin, graphique, texture, design, animation et autres.

### Utilisation prévue

### Nombre, dimensions

### Format de livraison, résolution

Livre pour l'enfance et la jeunesse, manuel scolaire, publication scientifique, roman, BD, dessin animé, rapport annuel, programme, affiche, site Internet, campagne de publicité spécifique, spot publicitaire, emballage, logo, image de marque, etc.

Les utilisations multiples doivent être expressément mentionnées – par exemple, un dessin pour un rapport annuel, mais aussi pour une affiche ou le site Internet.

La description de l'œuvre constitue la base des prestations à fournir et des droits à accorder. Tout ce qui va au-delà de cette description doit faire l'objet d'un accord et d'un dédommagement supplémentaires.

Prestations à fournir	Faire la liste de l'ensemble des prestations payantes – en indiquant la somme de travail et les coûts.
Briefing	L'élaboration du devis est en règle générale gratuite. Mais il est possible d'en facturer le coût lorsque le devis a été commandé, qu'il exige comparativement beaucoup de travail et qu'il n'est pas sûr que l'illustratrice/l'illustrateur obtiendra le mandat. Voici la mention qu'il convient d'inscrire dans le devis :  Devis, en cas d'attribution du mandat : CHF 0.–  Devis, en de non attribution du mandat : CHF ...
...	
Conception	
Clarification des droits	
Projet et conception détaillée	
Présentations	
Maquette	
Corrections	
Exportation des données	
Suivi de la production	
...	
Frais (transport, matériel, exemplaires justificatifs, etc.)	Si tant est que ces frais sont facturés séparément, les énumérer ou formuler une réserve, par exemple : dans la mesure où les frais et les coûts de matériel dépassent la somme de CHF ..., ils seront facturés séparément. Il en va de même pour les prestations de tiers.
Prestations de tierces personnes	
TVA	À partir d'un chiffre d'affaires annuel de CHF 100 000.–, les indépendants sont tenus de s'acquitter de la taxe à la valeur ajoutée de 7,7 %, exception faite des honoraires et des tantièmes de prestations culturelles – donc non destinées à la vente d'œuvres ou à une utilisation commerciale.  L'illustratrice/l'illustrateur peut cependant se soumettre volontairement à la TVA, indépendamment du fait qu'elle/il atteigne ou non le chiffre d'affaires annuel de CHF 100 000.–, et dans ce cas, elle/il le fait au taux réduit de 2,5 %. Un petit bénéfice parle en faveur de cette option. Dans le cas d'une facturation simplifiée selon la méthode du solde ou selon la méthode forfaitaire de quelques dixièmes de pour cent, selon la méthode de la déduction de la taxe en amont, en fonction du paiement de la TVA sur des prestations reçues et sur le matériel acheté.
Les prix mentionnés le sont à titre indicatif	Les prix indicatifs sont provisoires et peuvent être ajustés ultérieurement.  Dans la pratique, des dépassements de coûts allant jusqu'à 20 % sont acceptés, mais attention (!) – dans sa pratique, le Tribunal fédéral les limite à 10 %. Afin d'éviter des litiges ultérieurs, on peut déjà
avec plafond financier	
variante : forfait	

	<p>fixer dans le devis un plafond financier.</p> <p>Il en va autrement pour le devis forfaitaire qui, après son acceptation, ne plus être modifié – à moins que la mandante/le mandant le propose volontairement.</p>
<p>Droits d'utilisation</p> <p>L'illustratrice/l'illustrateur les octroie à la mandante/au mandant</p> <p>pour le territoire de la Suisse/de l'Europe/international</p> <p>en exclusivité/de façon non exclusive</p> <p>les droits suivants non transférables/à des tierces personnes :</p> <p>droit de reproduction</p> <p>droit d'adaptation cinématographique</p> <p>droit de diffusion sur Internet</p> <p>droit multimédia</p> <p>...</p> <p>droit de modification</p>	<p>Les droits d'utilisation partiels doivent être énumérés séparément et précisément. En somme, il vaut mieux éviter les expressions relativisantes du type « par exemple », « en particulier » ou « entre autres ».</p> <p>L'octroi exclusif des droits d'utilisation signifie : seule la mandante/seul le mandant est en droit d'utiliser l'œuvre – même si le droit d'auteur reste propriété de l'illustratrice/l'illustrateur. (voir toutefois les CGV chiffre 5 § 6). Lorsque l'octroi des droits est non exclusif, l'illustratrice/l'illustrateur peut accorder les droits d'utilisation à des tierces personnes.</p> <p>Attention : si l'on octroie le droit de modification, il convient d'insister autant que possible pour effectuer les modifications soi-même. Dans le cas contraire, il convient de chiffrer ce droit et de le facturer en tant que prestation.</p> <p>Dans le cas où la mandante/le mandant exigerait l'octroi de l'ensemble des droits d'utilisation – en exclusivité, internationalement et sans limites –, il convient de chiffrer également cet octroi et de le facturer.</p>
<p>Désignation de l'auteur</p>	<p>De par la loi, les illustratrices/illustrateurs ont le droit d'être nommément cités, sous la forme habituelle, comme auteurs des œuvres créées, ce qui leur donne également le droit de déterminer la forme de cette désignation (et même si c'est sous la forme d'un sigle ou d'un pseudonyme) – Si la mandante/le mandant exige que les illustratrices/illustrateurs renoncent à être cités, il convient d'évaluer ce fait et de le facturer.</p>
<p>Durée de l'octroi des droits</p>	<p>Dans la mesure où aucun délai n'est mentionné dans le mandat, fixer autant que possible une durée en années et non la durée légale de protection du droit d'auteur (70 ans après le décès de l'auteur). Le cas échéant, ajouter à cette durée une option de prolongation – contre rémunération.</p>
<p>Dates de livraison</p>	<p>Définir les délais en fonction des différentes étapes de travail, mais prévoir d'éventuels</p>

retards, par exemple : s'il apparaissait que l'illustratrice/l'illustrateur est incapable de respecter un ou plusieurs délais fixés, elle/il doit en informer immédiatement la mandante/le mandant et les deux parties devront fixer, par accord commun, un délai supplémentaire adéquat.

#### Conditions de paiement

Un paiement partiel à la conclusion du contrat, ensuite facturation à l'achèvement de chaque phase du travail

Le paiement d'acomptes est surtout indiqué dans le cas d'un volume de mandat important. Les acomptes doivent être déduits du prix total du mandat, les paiements partiels sont des montants indépendamment dus.

#### Acomptes

Date d'échéance fixe  
ou dans les 30 jours après facturation

En apposant sa signature au bas de ce contrat, la mandante/le mandant confirme avoir reçu, lu et compris les CGV qui font partie intégrante de ce contrat.

Cette phrase, ou une phrase équivalente, doit absolument figurer avant la date et la signature. Il faut s'assurer que la mandante/le mandant a pris connaissance des CGV, qui ne seront contraignantes que dans ce cas.

Lieu, date

Signatures de l'illustratrice/l'illustrateur ainsi que de la mandante/du mandant